

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Assez de collaboration ! Les dirigeants ouvriers doivent cesser de discuter avec le gouvernement Sarkozy



« Les Thibault et compagnie, c'est juste bon qu'à frayer avec le gouvernement, à calmer les bases. Ils servent juste qu'à ça, toute cette racaille » Xavier Mathieu, Continental

ÉDITORIAL	p 2
Tract Révoltes sept 2009	p 3
A bas le budget 2010 !	p 5
Défense inconditionnelle du statut de La Poste et des postiers !	p 10
Abrogation de la Loppsi	p 11
Les enjeux du 49 ^{ème} congrès de la CGT	p 12
Interventions	
CE Snadgi CGT	p 13
Section multiprofessionnelle CGT Chauffailles	p 14
Grève des TCL	p 16
Allemagne	p 17

Sarkozy est en difficulté : Front unique pour le chasser sans attendre 2012

Il ne se passe pas un jour sans que Sarkozy ne soit mis directement en cause par des affaires : Frédéric Mitterrand, Clearstream, Jean Sarkozy, ... et il est mis en cause directement par la majorité UMP.

Derrière ces affaires, la majorité s'affronte sur des réformes qui ont du mal à passer : suppression de la taxe professionnelle, réforme territoriale, grand emprunt et déficits publics colossaux, ...

Ces dissensions ouvertes témoignent des difficultés de la bourgeoisie française à faire face à la crise. Le budget 2010 concentre ces difficultés avec un déficit qui atteint 141 milliards d'euros, soit 8.2 % du PIB et une prévision de 116 milliards de déficit, soit 8.5 % en 2010. Il faut rappeler que le déficit de l'État était de 56.6 milliards d'€ en 2008 et 36.2 en 2006. On est bien loin des 3% de Maastricht ! Ces déficits sont insupportables pour la bourgeoisie française pour sortir de la crise.

C'est pourquoi le projet de budget 2010 concentre les attaques contre la classe ouvrière. (voir article dans ce bulletin). Mais comme le dit la ministre de l'Économie, Christine Lagarde dans Les Échos : « *il faut tenir compte des capacités d'adaptation du « corps social » français. Et le journal patronal de traduire : « En clair : une stratégie à l'irlandaise (baisse du salaire des fonctionnaires) serait suicidaire.* » La bourgeoisie a bien conscience des capacités de résistance de la classe ouvrière. C'est pourquoi elle compte sur le soutien des dirigeants ouvriers pour faire passer les réformes d'attaques des acquis.

Alors que les directions syndicales ont tout fait pour isoler les mobilisations entre elles du printemps, alors qu'elles ont refusé d'appeler à la Grève générale contre le gouvernement, elles participent largement à aider Sarkozy à mener sa politique. Elles participent, en premier lieu la direction de la CGT, aux États-Généraux de l'industrie dont l'objectif est de permettre à la bourgeoisie française de refaire des profits acceptables. Mais une opposition se constitue au sein de la CGT (voir article dans ce numéro). Déjà cet été Xavier Mathieu de Continental a dénoncé la collaboration de Thibault avec Sarkozy l'accusant à juste titre de frayer avec le pouvoir alors qu'il était totalement absent des mobilisations des travailleurs combattant contre les licenciements.

Sarkozy est fragilisé, les travailleurs n'en veulent plus, les partis ouvriers peuvent ouvrir une issue politique en se portant candidat au pouvoir tout de suite

Et pourtant ce ne sont pas les partis d'origine ouvrière (PS-PCF notamment) qui en profitent pour menacer Sarkozy, lui infliger une défaite politique. Au contraire, ils conseillent Sarkozy en donnant l'illusion qu'il pourrait faire une bonne politique : oui à la suppression de la taxe professionnelle (dixit Delanoë au congrès des Maires) mais en compensant le manque à gagner alors que les travailleurs savent pertinemment que c'est eux qui paieront la facture.

Le PS entend s'opposer aux réformes territoriales et à la suppression de la taxe professionnelle : majoritaire dans les collectivités locales, il pourrait s'allier avec le PCF, avec le PG, le NPA pour ouvrir une perspective politique sans attendre 2012. Alors que le budget concentre les attaques contre la classe ouvrière (milliers de suppression de postes de fonctionnaires, déremboursement de médicaments, flicage des arrêts maladie des fonctionnaires ...), les organisations ouvrières (partis et syndicats) ont la responsabilité d'appeler à la mobilisation de la classe contre ce budget, contre la majorité UMP à l'Assemblée. Au lieu de cela, la direction du PS lance une campagne pour que chacun individu isolé interpelle les élus UMP contre la réforme territoriale. Mais qui peut croire que Sarkozy et sa majorité, totalement inféodés à la bourgeoisie pourraient faire une autre politique ? Il n'existe qu'une seule solution pour en finir avec cette politique : c'est de chasser Sarkozy du pouvoir sans attendre les élections de 2012, pour mettre à la place un gouvernement issu des organisations ouvrières. Cela implique de rompre toute discussion avec lui et de réaliser le Front unique pour la défense des revendications ouvrières.

révoltes

Septembre 2009

Interdiction de tous les licenciements ! A bas le projet de budget 2010 !

Aucune suppression de postes de fonctionnaires ! Abrogation de la loi mobilité des fonctionnaires !

A bas la réforme privatisation de La Poste !

A bas l'emprunt national et les États-Généraux de l'Industrie !

Abrogation de toutes les réformes Sarkozy dans l'Éducation Nationale, de la maternelle à l'Université !

Pour la défense des revendications ouvrières, les directions syndicales et politiques ouvrières doivent réaliser l'unité et rompre toute participation avec Sarkozy et son gouvernement !

Front Unique Ouvrier (partis et syndicats) contre Sarkozy !

Les mobilisations du 1er semestre posaient la question du pouvoir !

Alors que la bourgeoisie entend faire payer la crise du capitalisme aux travailleurs (licenciements massifs, chômage partiel ...), les puissantes mobilisations du premier semestre ont révélé une forte disponibilité des travailleurs à engager le combat contre la politique de Sarkozy et son gouvernement. Des millions de travailleurs, et certains pour la première fois, ont manifesté à plusieurs reprises, en janvier, mars, et le 1er mai.

Les appareils syndicaux contraints à l'unité, ont tout fait pour endiguer la mobilisation. La plateforme commune ne mettait pas en avant les mots d'ordre qui pouvaient rassembler sur l'axe d'en finir avec Sarkozy et sa politique. L'interdiction de tous les licenciements, l'arrêt des suppressions de postes de fonctionnaires, le retrait du projet de loi mobilité des fonctionnaires, contre la RGPP, le retrait de toutes les réformes dans l'Éducation Nationale de la maternelle à l'université comme l'exigeaient les coordinations étudiantes et d'enseignants ont été systématiquement rejetés par les appareils. La convocation de journées saute-mouton toutes les six semaines s'opposait à l'aspiration pour une mobilisation générale. Enfin, la participation des directions syndicales aux réunions convoquées l'Élysée telle lors du sommet social sur la crise en pleine grève générale aux Antilles a montré leur volonté de discuter avec Sarkozy alors même que les travailleurs savaient qu'ils n'avaient rien à attendre de sa part si ce n'est de nouveaux coups contre leurs acquis. Cette politique de bousille dont le point d'orgue fut l'appel pour les journées du 26 mai et du 13 juin a entraîné le reflux de la mobilisation.

Alors que les coordinations dans l'Éducation Nationale posaient ouvertement la question de la légitimité du gouvernement Sarkozy, alors qu'il était possible de donner une perspective politique aux mobilisations du printemps en appelant à infliger une défaite majeure à Sarkozy, pour le vaincre et le chasser, les partis politiques se réclamant peu ou prou de la défense de la classe ouvrière (PS, PCF, PG, NPA, LO), ont refusé d'ouvrir une perspective politique alors qu'ils étaient présents dans les manifestations, qu'ils avaient appelé dans l'unité à ces mobilisations. Ils ont refusé de reprendre dans l'unité les revendications (comme l'interdiction des licenciements) et de se déclarer, sur cette base, disponibles immédiatement pour former un gouvernement de leurs seules organisations. En refusant d'ouvrir une telle alternative gouvernementale, ils ne permettaient pas la centralisation du mouvement et y opposaient par contre la seule perspective des élections européennes.

Élections européennes : une forte abstention ouvrière due au manque de perspective politique

La mobilisation refluant, les élections européennes ont vu la victoire de l'UMP dans un scrutin marqué par une très forte abstention ouvrière, résultat de la politique des appareils du PS, NPA, Front de gauche qui ont refusé d'avancer une alternative politique aux mobilisations sur l'axe de chasser Sarkozy sans attendre 2012.

Le vote « Europe écologie » n'est évidemment en rien une alternative crédible au capitalisme ou même à la politique de Sarkozy. Rappelons simplement pour cela que Cohn-Bendit reste favorable au Traité de Lisbonne et au système capitaliste, preuve en est la déclaration de J. Bové qui oppose à la perspective de Lénine « Socialisme ou barbarie », celle « d'écologie ou barbarie ». Enfin, ce regroupement petit bourgeois prône l'association avec le Modem de F. Bayrou, parti bourgeois.

Cet été les différents partis d'origine ouvrière (PS, PCF, PG, NPA) ont, lors de leurs Universités d'été, affiché une belle unanimité quant à la seule perspective qui les préoccupe : les élections régionales de 2010 et les présidentielles de 2012 ! Ainsi Sarkozy peut continuer à s'attaquer jour après jour aux acquis ouvriers. Et c'est ce

qu'il fait puisque dès le 22 juin, tel Bonaparte, il convoque le Congrès et annonce comment il entend poursuivre sa politique au service de la bourgeoisie française en difficulté : « *Les recettes de la croissance devront être intégralement consacrées à réduire les déficits dus à la crise* », tout en annonçant un emprunt national pour financer les priorités du pays et de « *bons investissements* » pour la bourgeoisie française. Le montant et les modalités en seront décidés à l'automne après trois mois de débats réunissant le Parlement, les « partenaires » sociaux, les « acteurs économiques », de la culture, de la recherche et de l'éducation.

Le résultat de ces concertations c'est que Sarkozy reprend à son compte la proposition de B. Thibault d'États-Généraux de l'industrie, lequel, dirigeant de la CGT, déclare que ces États-généraux sont une « *très bonne idée* ». D'ailleurs la CGT appelle à une journée nationale de mobilisation pour « la défense de l'emploi industriel ». Cela revient à réclamer une relance de la politique industrielle au profit des patrons ! Pour Thibault « *on a laissé la loi du marché remodeler le paysage mais la question de la rentabilité ne peut être un critère absolu* ». Ainsi il faut donc permettre au patronat de rétablir sa rentabilité ce qui ne peut se faire que sur le dos des travailleurs. Pour rétablir cette rentabilité Sarkozy s'attaque aussi au salaire différé ainsi il a déclaré à propos des retraites que « *le temps de la décision* » se situerait « *à la mi-2010* », précisant devant le Congrès que « *toutes les options seront examinées* », y compris le relèvement de l'âge de départ.

Le gouvernement doit entreprendre également la réforme de la fonction publique territoriale, suite au rapport du comité Balladur sur la simplification territoriale, Sarkozy lance une grande réforme de la fonction publique territoriale dont l'axe est à la fois la suppression de milliers de postes et la liquidation du statut. De même entend-il poursuivre le non remplacement « *d'un fonctionnaire sur deux* » partant à la retraite. Les multiples restructurations des administrations vont donc se poursuivre en aggravant durement les conditions de travail des fonctionnaires, qui, comme à France Télécom, sont pressurisés par les objectifs, victimes de mobilité forcée etc.

Ce programme est celui de la bourgeoisie qui veut faire payer sa crise aux classes laborieuses. Il se concentre dans le projet de budget 2010 où se retrouvent toutes les attaques notamment la suppression de 34 000 postes de fonctionnaires dont 16 000 dans l'enseignement et plus de 3000 aux finances !

Aucune concertation, ni négociation avec le gouvernement Sarkozy !

Face à cette politique, les fédérations et confédérations syndicales au premier rang desquelles CGT, FO et FSU, ne proposent que des journées d'action par secteur (SNCF le 16/09, l'automobile le 17, La Poste le 23, journée mondiale pour le travail décent le 7/10 ...) tout en refusant de porter les revendications des travailleurs et brisant l'unité syndicale du premier semestre. Dans le même temps, après s'être rendus à l'Élysée le 1^{er} juillet, les dirigeants syndicaux continuent de participer aux réunions convoquées par le gouvernement ce qui fait déclarer à un responsable CGT de Continental : « *Les Thibault et compagnie, c'est juste bon qu'à frayer avec le gouvernement, à calmer les bases. Ils servent juste qu'à ça, toute cette racaille* ».

Ainsi en est-il des discussions entre gouvernement et syndicats sur la remise en cause des retraites, sur les États-généraux de l'industrie et bien d'autres sujets encore.

Front Unique Ouvrier (partis et syndicats) pour la défense des revendications !

Défendre les revendications ouvrières implique en premier lieu de cesser de négocier les plans de la bourgeoisie, de cesser la politique des contre-propositions qui ne conduit qu'à aider la bourgeoisie à faire passer ses réformes antisociales. Les directions syndicales et politiques ouvrières (CGT, FO, FSU, PS, PCF, PG, NPA, LO) doivent déclarer immédiatement qu'elles ne participeront pas aux États-généraux de l'industrie, aux discussions sur l'avenir des retraites ...

Mais au contraire, qu'elles reprennent les revendications des travailleurs et au premier rang desquelles :

- **A bas le projet de budget 2010**
- **interdiction de tous les licenciements**
- **pas touche à la retraite à 60 ans, retour aux 37 annuités et demi pour tous**
- **Arrêt des suppressions de postes dans la fonction publique : remplacement de tous les départs à la retraite ! A bas la réforme de la fonction publique territoriale ! Abrogation de la loi mobilité !**
- **A bas la privatisation de La Poste, pas touche au statut des postiers !**
- **Abrogation de toutes les réformes dans l'Éducation Nationale de la maternelle à l'Université !**

Le Front unique des organisations ouvrières, partis et syndicats, doit se réaliser sur ces revendications dans la perspective d'infliger un défaire politique à Sarkozy qui permettrait de stopper son offensive. Ce serait un point d'appui pour engager le combat sur la perspective de le chasser sans attendre les élections de 2012.

Le gouvernement entend faire payer la crise capitaliste aux travailleurs :

A bas le budget 2010 !

Aucune suppression de poste de fonctionnaires !

C'est dans une situation de crise économique que le gouvernement a préparé le budget 2010 soumis au Parlement le 20 octobre. Cette crise mondiale se traduit entre autre par une baisse de l'activité économique, des faillites, des restructurations d'entreprises. Et comme toujours lorsque la bourgeoisie a du mal à réaliser sa plus value, elle tente de maintenir son taux de profit en s'attaquant aux acquis ouvriers qui constituent pour elle autant de dépenses insupportables. C'est donc dans ce contexte, alors que de nouvelles vagues de licenciements sont à l'ordre du jour, que le gouvernement de Sarkozy, au service du capitalisme, présente un budget en défense du patronat français.

Plans de relance pour sauver l'économie capitaliste ?

Depuis plus d'un an maintenant tout le monde s'accorde à dire ouvertement que nous subissons une crise économique majeure à l'échelle mondiale. Aujourd'hui la presse bourgeoise annonce que la crise bancaire et boursière s'éloignerait. Mais, si les banques distribuent à nouveau des bonus aux traders et des dividendes aux actionnaires, c'est bien qu'elles ont encaissé, alors que la faillite les menaçait, des milliards d'euros de fonds publics. Les plans de relance ont dégagé des milliards pour les capitalistes, au premier rang desquels les banquiers.

Aussi, même si certaines banques commencent de rembourser une partie des sommes colossales des plans d'urgence, c'est bien grâce à l'argent des impôts et taxes prélevés sur le dos des travailleurs. Si ces éléments montrent que, pour un temps au moins, la crise bancaire semble s'éloigner, elle n'en est pas pour autant achevée. Cette amélioration ponctuelle et partielle, due directement aux milliards injectés, ne signifient nullement que la crise économique, elle, est pour autant en train de se résorber. Les Echos, dans un éditorial du 16 novembre dernier, commentent ainsi, amèrement :

« A l'échelle mondiale, les plans de relance dépassent 3.000 milliards de dollars. (...) Et les plans de garantie des banques engagent les Etats sur l'équivalent de 30 % du PIB, des deux côtés de l'Atlantique. Au regard des colossaux moyens déployés, la reprise est extraordinairement molle. En Amérique, l'activité aura reculé de 2 % cette année malgré un déficit public qui dépassera... 12 % du PIB. En Europe, la chute est deux fois plus forte avec un déficit moitié moindre. »

Aux Etats-Unis, première économie mondiale, les commandes industrielles en août n'ont pas décollé et les indicateurs en septembre, tel l'ISM indice manufacturier, sont « très décevants » d'après Le Monde.

La Compagnie fédérale de garantie des dépôts bancaires américaine (FDIC) a annoncé, le 14 novembre, la fermeture de trois nouvelles banques régionales, ce qui porte à 123 le nombre de faillites depuis le début de l'année aux Etats-Unis. La situation est telle que l'agence de gestion des faillites bancaires est elle-même menacée de faillite.

D'autre part la progression du chômage est ininterrompue : en zone euro, 9,6 % de la population active est sans emploi, aux Etats-Unis, les destructions de postes ont encore augmenté en septembre, faisant grimper le taux de chômage à 9,8 %, record depuis juin 1983. Le Ministère américain explique : « Depuis le début de la récession en décembre 2007, le nombre de chômeurs a augmenté de 7,6 millions, à 15,1 millions, et le taux de chômage a doublé ». Dans ce contexte, la consommation des ménages reste faible, y compris en France.

En effet, si le PIB français a augmenté de 0,3 % cet été et que la production industrielle est en hausse depuis le mois de mai, les niveaux d'activité n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant la crise, et la consommation des ménages donne des signes de fragilité sur les mois de juillet et août. L'épargne de précaution est en augmentation à cause de l'incertitude liée à l'emploi. Et effectivement d'après la majorité des économistes le chômage risque d'augmenter encore tout au long de l'année 2010.

Les prévisions de croissance pour 2010 sont très faibles puisqu'elle ne serait que de 0,75%, et ce chiffre doit être pris avec la plus grande précaution quand on sait par ailleurs que se sont ceux, officiels, donnés pas le gouvernement qui a tout intérêt à montrer un certain optimisme.

Ainsi le déficit budgétaire a atteint cette année le montant record de 141 milliards d'euro sur un budget de 250 milliards ! Le déficit, que l'on qualifiait déjà alors de vertigineux, s'élevait à 38,4 milliards en 2007 et 56.6 milliards en 2008. Ce résultat catastrophique serait dû, d'après le Ministère du Budget, « à la baisse des recettes de l'Etat liée à la conjoncture », et « les effet des mesures du plan de relance ». Les

recettes générales de l'Etat étaient de 169,7 milliards d'euro au 30 septembre 2009 contre 221,6 milliards un an plus tôt, les recettes fiscales ayant baissé de 47,9 milliards en un an. Les dépenses de l'Etat sont passées de 256 à 264 milliards sur la même période.

Pour 2010 le déficit « tomberait » à 116 milliards. Le gouvernement table sur une croissance de 2,5% en 2011 et une progression des dépenses publiques limitée à 1% pour ramener le déficit à 6% du PIB en 2012 ! Quand il s'agit de donner des milliards d'euro aux banques et aux entreprises privées il est clair que le gouvernement n'hésite pas une seconde, même si c'est au prix faramineux que coûte le déficit de l'Etat, qu'il faudra résorber sur le dos des travailleurs.

Des discordances au sein même de la majorité UMP

Mais le gouvernement de Sarkozy montre des signes de fragilité. Il subit les affrontements qui se déroulent au sein même de la bourgeoisie. Des voix s'élèvent contre le dispositif du « bouclier fiscal », le niveau des déficits publics, la réforme de la taxe professionnelle. Les barons locaux s'inquiètent de cette réforme au point que le Congrès des Maires s'en est pris violemment au gouvernement, à huer Fillon lors de son arrivée et pendant une partie de son discours. Il faut rappeler que 24 sénateurs UMP, à la tête desquels Jean Pierre Raffarin, se sont opposés publiquement à cette réforme.

De même, 63 députés de la majorité (UMP et Nouveau Centre) ont signé une tribune dans Le Monde du 3 novembre 2009 sur la question du grand emprunt national 2010 lancé par Sarkozy devant Le Parlement et le Sénat réunis en juin en Congrès à Versailles. En réclamant un montant compris entre 50 et 100 milliards d'euro, ils s'inscrivent contre les orientations de la commission mise en place au mois d'août par Sarkozy et dirigée par Rocard et Juppé, qui préconise une somme d'environ 35 milliards. Compte tenu du déficit public déjà faramineux, chacun comprend bien qu'un emprunt supplémentaire aurait un coût financier important qui viendrait accroître le déficit. Il pourrait ainsi être porté à 10% du PIB en 2010 pour un emprunt de 35 milliards d'euro, montant finalement retenu par Sarkozy. Ce dernier rendra ses arbitrages sur les « priorités nationales » et sur les « modalités » de l'emprunt "dans les premiers jours de décembre", après consultation des directions syndicales et des partis politiques.

Dans le même temps, les « affaires » éclatent au grand jour. La vieille garde chiraquienne est sur la sellette : Pasqua avec l'Angolagate, Villepin avec Clearstream ... Chirac lui-même sera contraint d'être jugé. Les « affaires » mafieuses, de corruption, de détournement ... font parti du fonctionnement « normal » de la Vème République à laquelle elles sont inhérentes. Cela dit, elles ne surgissent jamais au hasard, en dehors du temps et de l'espace. Si elles surgissent aujourd'hui c'est que le gouvernement entend faire taire les voix dissonantes au sein même de la bourgeoisie.

Tout cela exprime les difficultés profondes de la bourgeoisie française à faire face à la crise. Ces difficultés s'expriment dans le projet de budget.

Le budget 2010 : un budget pour les patrons

Bien sûr, dans ce contexte de crise économique, le gouvernement tente de venir en aide aux entreprises, au capitalisme français : le budget prévoit la réforme de la taxe professionnelle qui garantira 11,7 milliards d'euro d'économie aux patrons. En fait, la taxe professionnelle sur les investissements productifs est supprimée dès 2010. Les autres composantes de l'assiette d'imposition de la TP - le foncier et la valeur ajoutée - sont maintenues sous la forme d'une contribution économique territoriale (CET).

Il faut ajouter à cela le crédit d'impôt recherche que les entreprises pourront continuer à se faire rembourser immédiatement. Cette mesure vise à injecter environ 2,5 milliards d'euros de plus dans la trésorerie des entreprises « innovantes ». De plus la poursuite de la suppression de l'imposition forfaitaire annuelle bénéficiera à 210 000 entreprises supplémentaires pour un coût de 336 millions d'euros.

Soit un total de 12 milliards d'euro de cadeau au patronat sans compter l'impact direct des mesures visant à maintenir à flot le secteur immobilier.

En effet, la loi sur le travail, l'emploi et le pouvoir d'achat du 21 août 2007 a institué un crédit d'impôt en faveur de l'acquisition d'une résidence principale, sur la base d'un pourcentage des intérêts d'emprunt payés dans l'année. Réformé (les nouveaux logements devront répondre à la norme Bâtiment à Basse Consommation), retouché à la baisse (sur le pourcentage du crédit d'impôt) pour le secteur des logements neufs, le dispositif est toutefois globalement maintenu.

D'autre part le dispositif dit Sellier d'incitation fiscale à l'investissement locatif dans le neuf est également maintenu. De même, le prêt à taux zéro qui devait prendre fin au 31 décembre 2009 est prorogé jusqu'en 2012.

Ces mesures visent à limiter la chute du volume des ventes immobilières qui entraînerait une baisse des prix, un effondrement du marché immobilier. Les entreprises du BTP et les spéculateurs sur ce marché ne s'en remettraient pas.

D'autres secteurs ont bénéficié des largesses du gouvernement, au premier rang desquels le secteur des banques bien sûr grâce aux milliards du plan de relance, mais aussi le marché automobile avec les primes à la casse

La baisse de la TVA dans la restauration révèle plutôt les faiblesses de la majorité gouvernementale. En effet, la situation économique exige de la bourgeoisie qu'elle effectue des coupes sombres dans ses propres rangs, mais la faiblesse politique de Sarkozy l'oblige à prendre des demi-mesures et entretenir à la veille des élections régionales son électorat petit-bourgeois. Les 2,5 milliards consacrés aux restaurateurs, protégés de la concurrence internationale, ne sont en effet d'aucune aide pour les trusts français confrontés à une situation toujours plus difficile sur le marché européen et mondial.

Un budget contre les travailleurs

La faiblesse du gouvernement s'exprime lorsque Christine Lagarde déclare à propos du budget qu'il faut « tenir compte des capacités d'adaptation du corps social français ». En clair, la bourgeoisie ne peut mener de manière trop brutale les attaques qui lui sont pourtant vitales, au risque de devoir faire face à une mobilisation de masse.

La nécessité de « réformes » pour la bourgeoisie française n'en est pas moins urgente dans la situation de crise économique pour maintenir son taux de profit et rester concurrente à l'échelle internationale. L'appareil productif français a vieilli, les investissements ne se sont pas bousculés ces dernières années, les capitalistes préférant des investissements à plus courts termes. Aujourd'hui après le plan de relance pour sauver les banques, le grand emprunt et les états généraux de l'industrie constituent un moyen de réaliser avec les deniers publics les investissements nécessaires, épargnant ainsi aux patrons, la désagréable aventure de mettre la main à la poche. Si le prix sera prélevé sur le dos des travailleurs via les impôts, l'augmentation des rendements ..., les profits eux, seront bien empochés par le capital.

Mais les mesures annoncées ne sont pas à la hauteur des besoins bourgeois, tant par l'aide apportée (exonérations en tout genre, aides fiscales ...) que par les coups portés aux acquis ouvriers. Ces acquis (Code du travail, conventions collectives et statuts de la Fonction publique ainsi que salaires directs et différés ...) constituent une charge insupportable pour le patronat qui souhaiterait voir baisser rapidement la valeur de la force de travail.

Le gouvernement, en bon gardien des intérêts bourgeois, est pris entre sa volonté de favoriser l'extraction de la plus value et la résistance de la classe ouvrière.

C'est dans ce cadre qu'il a élaboré le budget 2010 qui prévoit toutefois nombres d'attaques contre les intérêts des travailleurs.

Au nom de la lutte contre le réchauffement climatique, une taxe carbone sur les produits énergétiques, mis en vente, utilisés ou destinés à être utilisés comme carburant ou combustible est instaurée. Seules y échappent les entreprises soumises au système d'échange de quotas de CO₂. La taxe carbone sera appliquée progressivement aux agriculteurs et aux pêcheurs et, pour « éviter les distorsions de concurrence », une taxe sera due par tout utilisateur d'une prestation de transport routier de marchandises réalisée au moyen d'un véhicule de 7,5 tonnes et plus.

Calculée à partir d'un coût de la tonne de CO₂ fixé à 17 euros en 2010, la taxe carbone augmentera de 4,11 centimes d'euro le prix du litre d'essence et de 4,52 centimes celui du gazole. Le produit de la taxe carbone prélevé est censé être restitué intégralement via un crédit d'impôt sur le revenu, forfaitaire, ou un chèque vert que les contribuables toucheront dès février.

Mais cette taxe va pénaliser en premier lieu les travailleurs. Alors que les politiques d'urbanisme et les prix des logements les ont poussés de plus en plus loin en banlieue, ils sont obligés de prendre leur voiture pour se rendre au travail. Ce sont aussi eux qui paieront cette taxe carbone sur la facture de chauffage de leur appartement. Surtout, à part cet impact direct assez limité pour l'instant, c'est le

principe qui est adopté : ce tarif a vocation à évoluer, après avis d'une la commission dite « d'évaluation et d'évolution ».

Le budget prévoit également la poursuite de la RGPP qui implique le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite. Ce sont au total 34 000 postes de fonctionnaires qui seront supprimés, dont près de la moitié dans l'éducation nationale et plus de 3 000 aux finances. Cette mesure engendrera une nouvelle aggravation des conditions de travail, des pressions accrues, une véritable souffrance au travail générée par les multiples restructurations de services.

Comble du cynisme, le gouvernement rend imposable les indemnités journalières de maladie versées en cas d'accident du travail à partir du 1er janvier 2010. Cette mesure n'ayant pas pu figurer dans le projet de budget car annoncée trop tard, a fait l'objet d'un amendement présenté par l'UMP et a été adopté le 13 novembre à l'Assemblée Nationale.

Il faut rapprocher les attaques prévues dans ce budget de l'ensemble de la politique de Sarkozy. En effet, en lien direct avec la réforme de la taxe professionnelle, le gouvernement engage également la réforme des collectivités territoriales. Il s'agit, suite au rapport du comité Balladur sur la simplification territoriale, de permettre à la fois la suppression de milliers de postes et la liquidation du statut.

Le statut des postiers est directement menacé par la transformation du statut juridique de La Poste. Le projet de loi présenté en Conseil des Ministres en juillet prévoit la transformation de La Poste (établissement public) en Société Anonyme (voir encadré).

Nouvelles attaques programmées contre la Sécu

Depuis plusieurs semaines on entend à nouveau sur tous les médias un vieux refrain : les caisses de la Sécurité Sociale sont vides, les dépenses de santé ne cessent d'augmenter, le déficit se creuse ... Cette campagne vise à préparer l'opinion public quant à de nouvelles attaques. Et effectivement, le gouvernement annonce le déremboursement de 110 médicaments dont les anti-douleurs à base de paracétamol, l'augmentation du prix du forfait hospitalier qui passerait à 18 euro par jour ... Cela se met en place dans le contexte où la loi Bachelot a, entre autre, supprimé à nouveau des centaines de lits d'hôpitaux.

Les mutuelles annoncent déjà qu'elles vont être obligées d'augmenter leur tarif, et des milliers de travailleurs, précaires, et chômeurs ne pourront plus avoir accès aux soins.

Dans le même temps, le gouvernement donne des millions aux trusts pharmaceutiques !

Alors certes le déficit de la Sécu atteindrait 30 milliards d'euro en 2010, mais ce n'est pas aux travailleurs de payer la facture. Dans le cadre de la crise, chaque jour, des milliers d'entre eux sont déjà poussés au chômage ! Ce sont autant de cotisations qui n'alimentent plus les caisses de Sécu. De plus, le gouvernement a accordé pas moins de 50 milliards d'exonération de « charges » au patronat. Ce salaire différé aurait lui aussi dû rejoindre les caisses de la Sécu. Le gouvernement s'était engagé à rembourser ces sommes mais il ne l'a pas fait entièrement. C'est un jeu de dupe qui poursuit au moins deux objectifs : faire basculer la couverture des dépenses de santé aux mains des assurances privées et liquider la Sécu comme organisme de solidarité ouvrière.

Assez des exonérations de charges ! Que les patrons paient ce qu'ils nous doivent !

Un plan gouvernemental d'ensemble qu'il faut combattre !

Les directions syndicales (CGT, FO, FSU) et politiques (PS, PCF, PG, NPA, LO) doivent cesser de discuter les plans du gouvernement. Le dialogue social est pour Sarkozy le moyen d'associer les directions syndicales et politiques à la prise en charge des besoins de la bourgeoisie. Ainsi en est-il concernant les états généraux de l'industrie, du statut de La Poste discuté dans la commission Ailleret, ou du débat sur l'avenir des retraites qui va s'engager.

Assez de concertation ! Les directions politiques et syndicales doivent être au service des travailleurs, pour défendre leurs acquis. Elles doivent cesser immédiatement toute concertation avec Sarkozy et son gouvernement, et reprendre publiquement les revendications des travailleurs : A bas le budget 2010 ! Elles ont la responsabilité d'appeler l'ensemble de la classe ouvrière à une manifestation centrale à l'Assemblée Nationale contre ce budget !

Sur cette base elles doivent réaliser le Front Unique Ouvrier pour engager le combat contre Sarkozy, et appeler à une mobilisation d'ensemble contre sa politique, sur l'axe de le chasser sans attendre 2012.

Grand emprunt :

Enfin le montant de l'emprunt est fixé à 35 milliards € dont 13 milliards remboursés par les banques et 20 milliards supplémentaires (les conditions de l'emprunt n'ayant pas encore été exposées). 17 domaines d'action ont été retenus répartis en 7 priorités : enseignement supérieur, recherche, innovation et croissance verte. Les fonds publics devront être obligatoirement adossés à des fonds privés. Malgré les garanties que veut donner le gouvernement, cet emprunt ne fait pas l'unanimité au sein de la bourgeoisie. Ainsi Jean-Marc Vittori, chroniqueur au journal patronal Les Échos s'inquiète du fait qu'en « *empruntant encore plus, l'État emprunte beaucoup trop* ». Il conseille au gouvernement « *d'articuler la politique prévue de soutien à l'innovation via la recherche et l'université avec un meilleur fonctionnement du marché du travail, des marchés plus ouverts pour les biens et les capitaux, un accès plus facile à l'emploi des seniors et des juniors.* »

Sur 35 milliards, 10 milliards seront alloués à l'enseignement supérieur et la recherche afin de doter en capital des fondations universitaires ouvrant la voie directe à la privatisation (les campus utiliseraient uniquement les revenus du capital à l'image des universités américaines). L'objectif est d'accélérer le rapprochement des universités, grandes écoles et organismes de recherche et de permettre une orientation élitiste alors que la rentrée universitaire en Europe (en Autriche, Allemagne, Italie, Hongrie) a été marquée par des mobilisations contre la pénurie de moyens et contre la sélection à l'entrée des filières et diplômés.

Ce grand emprunt vise à soutenir quelques entreprises nationales (soutien aux PME innovantes) mais à aider directement les grands trusts capitalistes. Ainsi, les crédits devront aider la recherche sur la santé (médicaments, biomédecine), c'est-à-dire financer les trusts pharmaceutiques ; ils devront s'orienter également vers la chimie verte, aidant les trusts chimiques à trouver de nouveaux créneaux ; ils devront permettre la rénovation thermique de logements au plus grand bénéfice des entreprises du BTP ; à encourager la mobilité du futur afin de subventionner les industries automobiles.

Au final, c'est bien sûr la population laborieuse qui paiera la facture !

A bas le grand emprunt ! Aucun fond public pour les groupes capitalistes ! Annulation de la dette publique, aucun intérêt à payer aux banques !

Ce sont des mots d'ordre que devraient lancer unanimement toutes les organisations ouvrières.

Défense inconditionnelle du statut de La Poste et des postiers !

Retrait du projet de loi !

Le statut des postiers est directement menacé par la transformation du statut juridique de La Poste. Le projet de loi présenté en Conseil des Ministres en juillet prévoit la transformation de La Poste (établissement public) en Société Anonyme (SA). Le projet de loi, dont l'examen a débuté en novembre, prévoit une augmentation de capital de La Poste de 2,7 milliards d'euros - 1,2 milliard directement et 1,5 milliard via la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

D'ores et déjà, le sénat a adopté par 183 voix contre 152, le 9 novembre, le projet de loi. Le projet du gouvernement a été approuvé par l'ensemble de la majorité sénatoriale - seules 3 voix de l'Union centriste (UC) ont fait défaut. Un amendement soutenu par l'UMP et l'UC a été adopté, réaffirmant le « caractère de service public national de La Poste ». Au début de la discussion, le ministre de l'industrie, Christian Estrosi, avait assuré que ce projet de loi rendrait La Poste « imprivatisable ». Se félicitant du vote du Sénat, il a estimé que « La Poste est théoriquement privatisable mais les conditions de sa privatisation sont si élevées que personne ne s'y risquera ».

Ce projet de loi ne sort pas du néant. Depuis septembre 2008 au moins, les directions syndicales à l'image de Patrick Bourgeois pour la CGT, ou François Brottes pour le PS par exemple, ont participé aux discussions avec le gouvernement notamment dans le cadre de la Commission Ailleret. Cette commission avait pour mission « d'identifier les forces et faiblesses de La Poste dans la perspective de l'ouverture complète à la concurrence au 1er janvier 2011 et d'étudier les différentes voies de développement, ainsi que les besoins financiers pour y parvenir ».

Après trois mois de discussion (15 rencontres au total) la commission a rendu son rapport au 1er Ministre qui a saisi le Parlement pour faire passer la loi.

C'est dans ce cadre qu'une trentaine d'associations, syndicats et partis politiques ont mis en place une « consultation citoyenne ». Plus de 2 millions de personnes se sont saisies de cette « votation » pour exprimer leur refus de privatisation de La Poste (90% des votes exprimés étaient des votes « non »). Cette mobilisation montre, s'il était encore nécessaire de faire la démonstration, la volonté massive d'engager le combat contre le politique de Sarkozy. Mais qui pouvait douter une seconde que l'écrasante majorité des travailleurs serait favorable à cette loi ? En réalité, la forme même de la « mobilisation » proposée est en retrait de l'aspiration au combat. La forme référendaire se moule aux institutions mêmes de la Vème République, institutions réactionnaires au service du capital, dont l'objectif initial de De Gaulle était l'association capital –travail par-dessus les partis politiques et les organisations ouvrières. Mettre en avant une « votation citoyenne » de type référendaire s'est conformer à ces institutions, c'est refuser d'organiser le véritable combat de toute la population laborieuse pour le retrait du projet de loi. Aujourd'hui, les organisateurs de cette consultation dont le PS en tête, demandent à Sarkozy un « vrai référendum d'initiative populaire ». Cette possibilité, inscrite dans la Constitution depuis la réforme des institutions de 2008 aggravant le caractère bonapartiste de cette république, ne peut toutefois être réalisée aujourd'hui car la loi d'application n'a pas été votée. Mais les dirigeants s'en remettent à Sarkozy sur l'avenir de La Poste, bouchant toute perspective aux travailleurs : tout ce dispositif a été mis en place par les appareils pour interdire une mobilisation de classe contre la loi.

Parce qu'elles refusent d'avancer un tel mot d'ordre et d'organiser la mobilisation d'ensemble contre ce projet, les directions syndicales et politiques manœuvrent à coup de « votation citoyenne ».

Au contraire il faut dire clairement : **A bas le changement de statut de La Poste, retrait du projet de loi !**

Front unique pour l'abrogation de la LOPPSI !

Face à la radicalisation des mouvements des travailleurs et de la jeunesse en défense de leurs acquis, et aux affrontements de classe de plus en plus violents, le gouvernement bourgeois de Sarkozy veut se doter de nouveaux outils judiciaires et répressifs pour canaliser les masses.

On se souvient de la LOPSI (Loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure), ratifiée en urgence en plein mois d'août 2002 et défendue par Nicolas Sarkozy alors ministre de l'intérieur. Elle réorganise les structures chargées de la sécurité intérieure, en plaçant la gendarmerie sous l'autorité du ministre de l'intérieur, lequel est chargé de mettre en œuvre les politiques de sécurité décidées par le CSI (Conseil de sécurité intérieure) et renforce le pouvoir des préfets à l'échelle locale. Elle permet aussi de faciliter le regroupement d'information entre les fichiers de la police et ceux de la gendarmerie, et ouvre la voie à la cyber-répression.

Cependant l'état de la lutte des classes a changé depuis et les nombreux mouvements des travailleurs et de la jeunesse depuis 2003 (mouvement anti-CPE, mouvement des étudiants, etc..) inquiètent la bourgeoisie qui souhaite pouvoir liquider sans résistance les acquis sociaux.

Le nouveau bras armé de la bourgeoisie et de son gouvernement :

La LOPPSI

Le 30 juillet 2007, Nicolas Sarkozy tout juste élu confiait à Jean-claude Mallet le soin de diriger la Commission du Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale, chargée d'établir une stratégie globale de défense et de sécurité sur la période 2009/2020. Bien qu'il traite principalement de la sécurité extérieure, ce Livre Blanc rendu le 28 Juillet 2008 acte la fin du clivage traditionnel entre sécurité extérieure et sécurité intérieure, et ouvre la voie à une sécurité nationale qui intègre désormais des « dimensions importantes de la politique de sécurité intérieure ». Derrière ces formules apparaît en réalité la volonté de renforcer les moyens coercitifs à l'égard des masses à l'intérieur du pays.

Ainsi la LOPPSI (Loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure) présentée le 27 mai dernier par Michèle Alliot-Marie alors ministre de l'intérieur ne se limite plus à la police et à la gendarmerie nationale mais intègre désormais la sécurité civile. Le ton est donné : permettre au ministère de l'intérieur de renforcer ses capacités dans l'anticipation, la lutte et l'intervention contre les menaces et les risques susceptibles de porter atteinte aux institutions, à la cohésion nationale, à l'ordre public, et ce avec un but évident, limiter tout risque d'embrasement révolutionnaire en France, avec des moyens de plus en plus violents et liberticides à l'égard des masses.

L'application de la LOPPSI vise la période 2009/2013, et comporte un important volet « nouvelles technologies », mises à la disposition de la police.

Ce volet banalise tout d'abord l'utilisation de logiciels de fichage, avec une systématisation du traitement automatisé des données personnelles qui étendrait l'utilisation des fichiers de police judiciaire à la lutte contre la délinquance. Il comprend la captation des données informatiques à distance, et donne la possibilité aux enquêteurs de capter en temps réel les informations telles qu'elles s'affichent à l'écran d'un ordinateur. Le nombre de cyber-enquêteurs devrait être en constante augmentation sur la période visée par le projet de loi.

La LOPPSI étend également les possibilités pour lesquelles il peut être recouru à la vidéo protection et permettra de passer outre l'avis d'un maire pour l'installation de camera de vidéosurveillance au sein d'une commune. Il s'agit pour les autorités de généraliser l'utilisation de la vidéosurveillance.

Parallèlement, les enquêteurs sont de plus en plus protégés : l'article 20 crée un régime de protection des agents de renseignements, de leurs sources et de leurs collaborateurs lorsque ceux-ci sont concernés par des procédures judiciaires.

L'État bourgeois craint la révolte des masses ; c'est pourquoi il se dote d'un arsenal juridique et technique pour prévenir et mater la rébellion. Il n'y a qu'à voir comment le gouvernement s'est empressé d'emprisonner le groupe de Tarnac, comment il a réprimé la manifestation contre l'OTAN à Strasbourg et a favorisé la mise en comparution et emprisonnement immédiats des manifestants de Poitiers.

Il appartient donc aux responsables des organisations ouvrières, partis et syndicats, de combattre ces mesures répressives en exigeant en premier lieu l'abrogation de la LOPPSI, en exigeant systématiquement la libération immédiate des victimes de la répression policière, en organisant la mobilisation qui s'impose contre cette répression.

Les enjeux du 49^{ème} congrès

Fin août 2009, Xavier Mathieu de l'usine Continental s'en prenait à la direction de la CGT : *« Les Thibault et compagnie, c'est juste bon qu'à frayer avec le gouvernement, à calmer les bases. Ils servent juste qu'à ça, toute cette racaille »* pour dénoncer la politique de collaboration permanente de la direction confédérale avec le gouvernement. Dans sa déclaration à la Fête de l'Humanité le 14/09/2009, il expliquait comment le combat contre la fermeture de l'usine avait été organisé en concluant : *« Pour sortir de l'impasse et empêcher les licenciements, je ne crois pas qu'on puisse l'obtenir en réclamant au patronat et au gouvernement Sarkozy une autre politique industrielle. Les patrons continueront à mener celle qui leur rapporte le plus, mais il faudra leur arracher par la lutte l'interdiction réelle de tous les licenciements collectifs. Pour y arriver, il nous faudra briser l'isolement dramatique des luttes entreprise par entreprise, secteur par secteur, il nous faudra être nombreux, très nombreux, réunis dans une lutte commune, avec la détermination de l'amener jusqu'au bout, jusqu'à la victoire. »*

Cette discussion doit être au cœur du 49^{ème} congrès de la CGT qui aura lieu prochainement du 7 au 11 décembre. L'exigence de l'interdiction de tous les licenciements doit être portée par toute la CGT.

Plus largement, une opposition s'est constituée au sein de la CGT, et ce depuis 2005, après la tentative de Thibault de mettre en cause la position de la CCN d'appel au non au référendum sur le traité européen. Cette opposition tente aujourd'hui de se structurer. La candidature de Jean-Pierre Delannoy, responsable régional de la CGT Métallurgie du Nord Pas de Calais, témoigne de la recherche dans les rangs de la CGT de mettre en cause la collaboration de classe de l'appareil.

L'appel au soutien de cette candidature peut être un point d'appui pour combattre l'orientation de l'appareil confédéral. Cet appel entend *« faire aboutir nos revendications immédiates : refus de tous les licenciements, pas de salaires ni de revenus inférieurs à 1600 € net, augmentation de 300 € net pour tous, retour aux 37,5 annuités pour la retraite, arrêt des délocalisations, création d'emplois en CDI, régularisation de tous les sans-papiers. »* Il met également en cause les journées d'action saute mouton et la politique de collaboration de l'appareil confédéral avec le gouvernement : *« Nous ne gagnerons pas en organisant des journées d'action tous les 2 ou 3 mois, ni en laissant les actions isolées entreprise par entreprise. Pour gagner, il est indispensable de construire le rapport de force nécessaire à la convergence des luttes et à la concrétisation du « Tous ensemble ! » dans la grève générale. La direction confédérale n'ignore pas que la mobilisation, pour être efficace, nécessite une autre orientation que celle du syndicalisme dit « rassemblé ». Sa stratégie actuelle est de s'adapter, comme le fait la Confédération Européenne des Syndicats (CES), au système capitaliste par l'accompagnement des contre réformes des États bourgeois au lieu de le combattre. C'est pourquoi la direction confédérale entreprend de liquider l'identité de classe et anticapitaliste de la CGT qui a fait sa force et son histoire. »*

Des dizaines de syndicats ont déjà soutenu cette candidature. L'appareil confédéral a déjà indiqué que cette candidature n'était pas statutaire. Cependant, des dissensions voient le jour au sein de la Commission exécutive centrale puisque les n°2 et 3 de la CGT, Maryse Dumas et Jean-Christophe Le Digou ont annoncé se retirer de la CEC. Thibault a dû s'expliquer devant la presse au sujet de sa politique de collaboration : il reconnaît à ce propos mener une politique de compromis permanent !

Il convient donc de mener le combat contre cette politique en mettant en évidence à chaque occasion la nécessité de la rupture des directions syndicales avec le gouvernement. Cela passe aujourd'hui par exiger de la confédération qu'elle quitte immédiatement les discussions sur les États-généraux de l'Industrie !

Intervention au Snadgi-CGT du Rhône le 6/10/2009

Encore une fois, il nous est laissé très peu de temps pour discuter des orientations du congrès de la CGT. Il y aurait sans doute de nombreuses questions à pointer et la direction confédérale ne pourra, je l'espère, pas faire l'économie de discussions sur ses prises de position, sur les modes d'action, le statut du travailleur salarié, la sécurité sociale professionnelle...J'en passe et des meilleures. Ce que je voudrais pointer du doigt, c'est la proposition de réforme des structures de la CGT.

Historiquement la CGT s'est constituée à partir de la fédération nationale des syndicats, structure verticale en défense des intérêts collectifs des travailleurs d'un même secteur d'activité, et la fédération des Bourses du travail, structure ancrée sur un territoire et regroupant en son sein des travailleurs d'horizons différents, c'est l'interpro ! Alors qu'il existe actuellement 27 fédérations syndicales, le document propose de passer de 6 à 10 « champs fédéraux ». C'est ainsi qu'il y aurait, par exemple, un champ commerce, un champ industrie, un champ transport... A l'heure actuelle, les fédé sont basées sur des statuts ou des conventions collectives. Qu'y aura t il de commun entre tous ces secteurs qui ont des conventions collectives ou des statuts différents ? Comment défendre dans ce cadre des intérêts qui ne seront pas forcément identiques puisque adossés à des statuts ou conventions collectives différentes, avec leurs spécificités propres ?

Si les salariés se sont de tout temps organisés en syndicat et en fédérations nationales ce n'est pas pour rien mais parce que cela a toujours été le moyen le plus efficace de défendre une revendication commune. La CGT, encore une fois, accompagne et précède le gouvernement qui met à bas les conventions collectives et le statut.

D'autre part, les unions locales seraient sabordées au profit d'unions territoriales, les unions départementales seraient sacrifiées au profit des unions régionales ! Là aussi l'histoire du mouvement ouvrier, du développement des luttes, montre l'importance d'une structure interprofessionnelle rassemblant les syndicats dans des UL et UD.

Mais je pense qu'il faut rapprocher cette décision de la direction confédérale de ce qui s'est passé au niveau de la CCN ces dernières années. Pour Thibault il n'est pas question que se reproduise ce qui s'est passé lors du référendum sur le traité européen. La CCN avait pris position contre la direction confédérale et décidé d'appeler à voter contre. Le lendemain, Thibault avait expliqué que c'était une erreur et qu'il fallait lancer une réflexion sur les structures de la CGT et leurs rôles.

Ce qui nous est proposé aujourd'hui pour notre 49ème Congrès n'est rien d'autre qu'une volonté politique de museler la CCN, véritable organe de direction de la confédération qui réunit les représentants des fédérations, des UL et UD. Ceci est inacceptable !

Je propose donc que la CE fasse remonter sous la forme d'une motion, d'une adresse notre attachement aux structures de la CGT qui ont fait leur preuve ! Cela ne veut pas dire que tout est parfait, peut être faudrait il par exemple donner le moyen aux UD de créer une structure fonction publique, regroupant les syndicats de fonctionnaires sur la base de la défense des statuts et des revendications des fonctionnaires ; en lieu et place, comme l'avait prévu le 48ème Congrès des collectifs services publics qui avaient vocation unique la promotion de la défense du « service public » auprès des citoyens !

Ce qu'il nous faut ce sont des structures capables d'organiser la lutte (si possible de masse et de classe) en défense des statuts, des conventions collectives et des emplois.

Suite à cette intervention, la discussion s'est poursuivie sur le 49^{ème} congrès et un vote à titre indicatif a été réalisé :

Sur le rapport d'activités : 0 pour ; 2 contre ; 8 abstentions ; 1 refus de vote

Sur le rapport d'orientation : 3 pour ; 1 contre ; 5 abstentions ; 2 refus de vote

Le bureau élargi de la section multiprofessionnelle CGT de Chauffailles réuni le 16 octobre 2009 a fait le constat accablant de la politique anti-ouvrière du gouvernement Sarkozy-Fillon aux ordres du MEDEF.

Les patrons veulent faire payer la crise aux travailleurs.

En quelques mois, des centaines de milliers d'emplois ont été supprimés : le nombre de chômeurs atteint les 4 millions, auxquels sont proposés des contrats précaires de quelques jours à quelques mois. Flexibilité, précarité, pauvreté : c'est la situation que subissent aujourd'hui les salariés, les jeunes tout particulièrement.

Alors que tous nos acquis sont attaqués (santé, retraite, école, etc...), le budget de l'Etat en préparation va grever davantage encore notre pouvoir d'achat : taxe carbone (+ 4,11 centimes d'euros le litre d'essence – + 4,52 pour le gazole - augmentation du forfait hospitalier – déremboursement de 110 médicaments – suppression des 200 € d'aide au chauffage pour 700 000 ménages, etc...).

Dans le même temps, le gouvernement continue de prévoir des « allègements de charges » pour les patrons et professions libérales, c'est-à-dire autant de recettes en moins pour la Sécurité Sociale. En conséquence, ce sont les mutuelles qui vont augmenter leurs cotisations et l'accès aux soins sera encore plus difficile pour les ménages en difficulté.

La réduction des recettes de l'Etat est répercutée sur les collectivités locales, obligées d'augmenter les impôts locaux pour faire face à leurs dépenses.

Voici les grandes lignes de la situation à laquelle nous sommes confrontés : que faire ?

Notre organisation doit-elle dans cette situation continuer à négocier de la misère avec le gouvernement, participer aux Etats Généraux de l'industrie, aux réunions de démantèlement des services publics (Poste, hôpitaux, etc...) tout en appelant chaque corporation à sa journée d'action ?

Nous ne le pensons pas : nous disons que notre Confédération CGT doit prendre l'initiative d'engager une mobilisation générale et unitaire de toutes les corporations contre la politique du gouvernement. C'est en infligeant une défaite au gouvernement Sarkozy-Fillon que l'on pourra stopper son offensive et défendre les revendications des travailleurs, notamment :

- * interdiction de tous les licenciements
- * retour à une retraite à taux plein à 60 ans après 37,5 ans de versement
- * arrêt des suppressions de postes dans la fonction publique
- * défense de l'hôpital public
- * augmentation générale de salaires et pensions – SMIC à 1600 €.

Nous décidons d'adresser ce texte adopté à l'unanimité des 9 présents à toutes les instances de la CGT.

Parution dans PS Info canton de Chauffailles - nov-déc 2009

S'organiser : une nécessité vitale aujourd'hui pour résister et vaincre

Les travailleurs de Chauffailles n'ont pas échappé à la crise : la recherche du profit – comme moteur de l'économie capitaliste – détermine ici comme ailleurs la politique des patrons. Personne ne peut démentir que c'est pour maintenir leurs profits que des entreprises comme l'AGDE et Yumbo ont licencié cette année des dizaines de salariés. Ces deux entreprises ont réalisé des bénéfices en 2008. Anticipant des pertes pour leurs actionnaires en 2009, elles se sont empressées de supprimer des emplois pour réduire les coûts de production. Ce qui est considéré comme de la bonne gouvernance pour les entreprises s'avère catastrophique en coût humain pour les salariés.

Cette situation locale s'inscrit dans une politique d'attaques majeures contre la Sécurité Sociale, les services publics et les fonctionnaires (34 000 emplois supprimés cette année), le régime des retraites, etc..., autant de mesures visant à faire payer à la majorité de la population le coût de l'endettement faramineux de l'Etat.

C'est dans ce contexte que des dizaines de salariés du secteur se sont saisis de l'organisation syndicale existante - la CGT - pour se défendre. Mais il n'y a sur le canton aucune section syndicale dans les entreprises privées. Les Comités d'entreprise « maison » – quand ils existent – n'ont aucune indépendance face au patron car les élus ne peuvent pas s'appuyer sur la force et l'expérience des syndicats. Ils sont malheureusement inféodés au patronat. Les chefs d'entreprise, eux, ont leurs conseils juridiques, leurs syndicats patronaux : ils sont bien armés et solidaires pour défendre leurs intérêts.

Qui oserait prétendre que la CGT est responsable des difficultés de telle ou telle entreprise ? Les salariés vivent dans la peur d'être licenciés et de ne pas pouvoir retrouver du travail dans la région. Les rivalités sont savamment orchestrées. Ce n'est que lorsqu'ils sont licenciés, qu'ils se tournent vers l'organisation syndicale pour se défendre, retrouver leur dignité et la solidarité dans le combat de classe pour faire valoir leurs droits.

C'est cette force de l'organisation qui fait peur aux patrons et les contraint à reculer, à faire des concessions : le combat des travailleurs des entreprises comme Continental, Mollex et bien d'autres, l'ont montré.

Mais aujourd'hui, ce n'est pas en se battant entreprise par entreprise, canton par canton que l'on peut empêcher les licenciements. Et ce n'est pas non plus en demandant à Sarkozy et son gouvernement de mettre en place une autre politique industrielle et en participant aux « Etats généraux de l'industrie » qu'on obtiendra l'arrêt des licenciements.

Chacun sait que le gouvernement actuel défend les intérêts des banques et des patrons : bouclier fiscal pour les uns, fiscalisation des indemnités d'accident du travail pour les autres ! Des milliards prêtés aux banques, de nouveaux impôts pour le plus grand nombre !

C'est pourquoi la question de la perspective politique est cruciale : la responsabilité des organisations – partis et syndicats – qui prétendent défendre les intérêts de la population laborieuse, est d'oeuvrer dès maintenant à la formation d'une alternative à Sarkozy dans les urnes et par la mobilisation générale, sans attendre 2012.

Section multiprofessionnelle CGT de Chauffailles

Front unique contre la remise en cause de la convention collective T.C.L

Pas touche aux acquis des travailleurs des TCL

Les travailleurs des TCL sont engagés dans une grève reconductible depuis le 24 septembre 2009. Toutes les directions syndicales ont lancé ce mouvement avec un préavis de grève de 90 jours, dans le cadre du service minimum, qui oblige chaque travailleur à se déclarer gréviste individuellement 48H à l'avance. Il faut rappeler que cette grève intervient après presque un an de négociation entre les organisations syndicales et la direction de l'entreprise, délégataire du réseau de transport en commun lyonnais, Kéolis Lyon, filiale de la SNCF.

En effet, la direction de Kéolis Lyon a annoncé aux directions syndicales en juin 2008 qu'elle dénonçait l'accord d'entreprise sur le temps de travail entraînant ainsi la dénonciation des 300 accords qui composent la convention collective locale. Kéolis Lyon a été encouragée en 2008 par deux textes élaborés nationalement : fort de la signature par le Medef, la CGT et la CFDT de la « position commune sur la représentativité, le développement du dialogue social et le financement du syndicalisme » du 9 avril, le gouvernement était en train de faire passer un « projet de loi sur la démocratie sociale et sur le temps de travail » permettant au patronat d'en finir par accord d'entreprise avec toute durée légale du temps de travail (aboutissant à l'application du seuil européen de 48 H voire 65 H par semaine).

Outre qu'elle remet en cause le droit syndical, la position commune a constitué un point d'appui pour Sarkozy puisque cette position permet à des accords dits « majoritaires » de déroger dans l'entreprise au contingent d'heures supplémentaires (défini par la loi) ce qui suppose également la remise en cause des repos compensateurs obligatoires.

C'est pourquoi, le combat des travailleurs des T.C.L qui ont signalé leur volonté d'engager la bataille contre la remise en cause de la convention collective locale par la grève spontanée du 27/06/08, devait se centrer au niveau national comme local. Une initiative d'un conducteur de bus a été signée en 2008 par 45 chauffeurs qui se concluait :

« Ainsi, les conducteurs signataires exigent des directions syndicales FO et CGT qu'elles réalisent l'unité contre la dénonciation de notre convention collective locale. Les organisations syndicales doivent se déclarer opposer à toute remise en cause de la convention collective des T.C.L et refuser de négocier les nouveaux accords en préparation qui s'appuieront sur le projet de loi sur le temps de travail dont l'objectif est d'augmenter le temps de travail des travailleurs en diminuant les repos compensateurs, en négociant de gré à gré des forfaits jour, ... Nous ne pouvons pas défendre notre convention collective locale sans exiger des bureaux syndicaux qu'ils s'adressent aux confédérations (en particulier à la CGT signataire de la position commune) pour qu'elles retirent leur signature de la position commune (nombre de sections et de syndicats CGT se sont déjà prononcés en ce sens) et qu'elles organisent le combat pour le retrait du projet de loi sur le temps de travail. »

Aujourd'hui, la bourgeoisie se déchaîne contre cette grève, contre les traminots, relayée par les barons locaux, en particulier ceux appartenant au PS, Collomb, maire de Lyon et président du Grand Lyon lequel Grand Lyon a délégué la compétence en matière de transport en commun au syndicat mixte, le Sytral, dont Rivalta est président. Ces deux personnages s'opposent au combat des traminots, à leurs revendications et appellent aujourd'hui les traminots à terminer la grève. Or, les travailleurs des TCL entendent défendre leurs conditions de travail déjà bien difficiles (12 roulements de journées de travail, travail les samedis, dimanche et de nuit pour un salaire net au bout de 18 ans d'ancienneté sans le 13.5ème mois de 1500 € nets sans paiement des heures supplémentaires). Ce que cherche à faire le patronat c'est d'harmoniser les journées de travail entre les chauffeurs pour les faire tourner non plus sur une seule ligne de bus, de métro ou de tram mais sur plusieurs lignes voire plusieurs dépôts. Ce que cherche le patron c'est la flexibilité à outrance pour comprimer les effectifs. Pour les travailleurs, c'est une aggravation considérable de leurs conditions de travail et de vie qui est en jeu.

C'est pourquoi, toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, en premier lieu le Parti socialiste majoritaire dans les instances de décisions des collectivités compétentes en transport public, doivent se déclarer aux côtés des travailleurs en grève, doivent soutenir leur combat pour la défense de leurs acquis, inconditionnellement de la convention collective locale. Ils doivent organiser la solidarité de tous les travailleurs avec le combat des travailleurs des TCL sur un seul mot d'ordre : pas touche à la convention collective locale ! Maintien de tous les acquis des travailleurs des TCL ! Arrêt de la répression, annulation des conseils de discipline, des sanctions et mesures disciplinaires et licenciements ! Sur cette base, il n'y a rien à négocier ! Il faut que les directions syndicales cessent de demander des négociations. Elles doivent s'opposer fermement à toute remise en cause de la convention collective locale. Malgré le dispositif de service minimum, les revendications, les décisions de rencontre avec la direction, la poursuite de la grève doivent être décidés en assemblée générale par dépôt et centralisée dans un comité central de grève par des délégués élus par les AG de dépôt.

Allemagne

Défaite majeure du SPD aux élections fédérales de 2009

A peine 10 millions de voix et 23% des votants : c'est le score de la débâcle sans précédent enregistrée aux élections fédérales de septembre par le parti social-démocrate allemand, le SPD. C'est 6 millions d'électeurs de moins qu'en 2005, et moitié moins qu'en 1998, lorsque le SPD réunissait 20 millions de votants.

Cette débâcle est certes légèrement compensée par le bon score réalisé par die Linke, qui avec 5 millions de voix, gagne 1 millions d'électeurs et atteint 12% des suffrages. Les partis bourgeois, CDU/CSU (chrétiens-démocrates) et FDP (libéraux) ne progressent globalement pas en voix (le FDP reprenant cependant plus de 1,5 millions de voix à la CDU/CSU), mais résistent à la baisse de la participation. Ils obtiennent ainsi une majorité absolue au Parlement, annonçant de nouveaux coups contre le prolétariat.

Comment en est-on arrivé là ? Il faut revenir 11 ans en arrière, lors de l'accession du SPD au gouvernement.

1998 : l'arrivée d'une majorité Rouge/Verts

En 1998, pour la première fois depuis la réunification, les élections fédérales aboutissent à une majorité SPD/Verts au Bundestag, le parlement allemand, et à la désignation de Gerhard Schröder comme Chancelier. Il s'agissait, pour le prolétariat allemand, d'en finir avec 16 ans de règne d'Helmut Kohl et de la CDU, et des attaques que celui-ci avait multiplié au milieu des années 90, afin de faire payer aux masses le coût de la réunification.

Or à l'inverse des aspirations du prolétariat, la majorité rouge/verte a mené une politique de défense des intérêts de la bourgeoisie allemande, sous une forme d'abord relativement modérée (privatisations, baisses d'impôts massive sur les entreprises), lorsque la croissance économique des années 98-2000 le permettait encore. Cependant, sous la conduite du dirigeant des Verts Joscha Fischer, Ministre des Affaires Etrangères, le gouvernement allemand conduit la première intervention militaire allemande à l'extérieur de ses frontières depuis 1945, en jouant un rôle majeur dans le bombardement de la Serbie en 1999, tout en prenant une large place au Kosovo.

En 2002, alors que la crise de l'économie mondiale frappe tout particulièrement l'Allemagne, Schröder est réélu d'extrême justesse, en se prononçant contre toute intervention militaire en Irak, alors déjà largement planifiée par les autorités américaines. Cet engagement fut respecté, mais il n'était pas contraire aux intérêts de l'impérialisme allemand (alors main dans la main avec l'impérialisme français pour l'instauration d'un quasi-protectorat en Irak sous patronage de l'ONU).

En revanche, sous la pression de la crise de l'économie allemande, le gouvernement rouge/vert a radicalisé ses attaques contre le prolétariat allemand, avec des coupes sans précédent dans la Sécurité Sociale – maladie, retraites, et tout particulièrement contre l'assurance-chômage : c'est le fameux paquet « Hartz IV », qui en fusionnant l'aide sociale avec l'assurance-chômage, a conduit à réduire considérablement le montant et la durée de l'indemnisation des chômeurs. Parallèlement, les entreprises ont multiplié, au nom de la sauvegarde de l'emploi, les dérogations aux conventions de branche (qui en Allemagne concentrent l'essentiel des acquis ouvriers), conduisant à des baisses de salaires importantes pour le prolétariat, plus importantes que dans n'importe quel autre grand pays européen.

Le prolétariat allemand, en revanche, s'est massivement mobilisé, en 2004-2005, avec des formes largement inédites depuis 1945 : grèves spontanées (illégalles en Allemagne) dans l'industrie automobile (Daimler, Opel), manifestations du « lundi », en particulier à l'Est, contre la réforme de l'assurance-chômage, grèves et occupations étudiantes contre l'instauration de frais de scolarités dans les universités. Le mouvement des masses se répercute dans le SPD : Schröder est contraint de convoquer un congrès exceptionnel, mais aucune alternative

n'émerge, pour un autre gouvernement, rompant avec la bourgeoisie. Schröder est alors reconduit dans ses fonctions, et le mouvement des masses, privé de débouché politique, reflue peu à peu. Aux élections régionales, le SPD perd son bastion industriel de Rhénanie-Westphalie. Quelques membres du SPD quittent le parti pour fonder un nouveau parti, WASG, afin de défendre un programme social-démocrate traditionnel, avant de fusionner avec le PDS, le parti réunissant les cadres staliniens d'Allemagne de l'Est, pour fonder Die.Linke, dans la perspective des élections fédérales de septembre 2005.

Cette politique a atteint ses objectifs pour la bourgeoisie allemande : baisse absolue du coût du travail et rétablissement de la croissance et de la « compétitivité » de l'Allemagne, en particulier par rapport à ses concurrents français et italiens, aboutissant à un gonflement sans précédent de son excédent commercial, dopé par le développement croissant de l'endettement mondial, dans les années 2005-2008. L'Allemagne reste durant ces années le premier exportateur mondial de biens, devant la Chine.

2005 : l'instauration de la grande coalition

Les élections fédérales de 2005 enregistrent une défaite du gouvernement rouge-vert, qui en perdant 2,5 millions de voix, perd la majorité absolue au Parlement. Mais la CDU/CSU, dont la fin de campagne a été particulièrement catastrophique (en annonçant clairement un programme de plus en plus ouvertement réactionnaire), ne fait pas un score suffisamment élevé pour obtenir une majorité absolue au Parlement.

C'est alors que se met en place, pour 4 ans, un gouvernement de grande coalition entre la CDU/CSU et le SPD. Angela Merkel devient chancelière, et les principaux bras droit de Schröder au sein du SPD (Steinmeier, Müntefering, Steinbrück, Schmidt) restent ministres. C'est une relative défaite pour la bourgeoisie allemande, dans la mesure où Merkel ne peut mettre en place la totalité de la politique qu'elle avait annoncée, et notamment la remise en cause des conventions de branche mais ce n'est pas pour autant une victoire du prolétariat allemand.

Mais ce gouvernement de grande coalition a un autre objectif : faire refluer les masses. Il engage une réforme institutionnelle majeure (la réforme du Bundesrat, où sont représentés les Länder allemands, afin de pouvoir accélérer la mise en place de réformes), engages de nouvelles attaques contre le prolétariat (augmentation de la TVA de 16 à 19%, recul de l'âge de la retraite à 67 ans, réforme de la santé avec mise en concurrence des caisses entre elles), qui si elles n'atteignent pas l'ampleur de celles souhaitées par le patronat, sont néanmoins bien réelles.

D'autres projets, en particulier la privatisation des chemins de fer, se sont heurtés à la mobilisation des travailleurs. Mais sa vraie réussite, c'est durant 4 ans, d'avoir enfermé le SPD dans le dispositif politique de la bourgeoisie, d'avoir ainsi privé le prolétariat allemand de son traditionnel débouché politique, et freiné la plupart des mobilisations. Au sein d'un gouvernement bourgeois, le SPD n'a eu d'autre choix que de défendre la politique d'austérité au compte de la bourgeoisie, et les ministres du SPD, Peer Steinbrück en tête, Ministre des Finances, n'ont pas été les moins zélés.

2008 : à l'élection régionale de Hesse en 2008, la « gauche » du SPD dans l'impasse

Sanctionnant la politique pourrie menée par le SPD au sein du gouvernement rouge/vert puis au sein de la grande coalition, les élections régionales, étalées chaque année en Allemagne, enregistrent avec régularité la chute du SPD, qui perd progressivement le contrôle de la quasi-totalité des régions. En 2008, le SPD ne contrôlait plus que le Rhénanie-Palatinat, ainsi que Berlin, en coalition avec Die Linke, laissant la CDU/CSU contrôler seule où en coalition les 14 autres régions (certaines en grande coalition CDU/SPD).

L'élection régionale de Hesse (Francfort), en janvier 2008, constitue un tournant majeur. Dans cette région contrôlée depuis 8 ans par un baron de la CDU, la candidate du SPD, Andrea

Ypsilanti, issue de l'aile gauche du SPD, réussit, par une campagne avec un vernis gauche, à gagner 200.000 voix - la meilleure progression réalisée récemment par le SPD à une élection régionale. Elle arrive à égalité avec la CDU et les 6 députés de die Linke, qui dépasse légèrement 5%, jouent un rôle majeur entre une coalition SPD/Verts (51 députés) et CDU/FDP (53 députés).

Andrea Ypsilanti, appuyée par le dirigeant d'alors du SPD, Kurt Beck, tente de former un gouvernement rouge/vert « toléré » par die Linke (ceux-ci auraient soutenu le gouvernement de l'extérieur, sans y entrer). Une situation totalement inédite à l'ouest de l'Allemagne. C'est contraire à ses engagements de campagne - « pas de travail en commun avec die Linke », mais c'est aussi un choix refusant le choix d'une grande coalition, désavouant en creux la participation du SPD au gouvernement fédéral. Certains droitiers du SPD, comme l'ex-ministre de Schröder Wolfgang Clement, démolissent publiquement ce projet de gouvernement.

Ce scénario semble néanmoins bien engagé lorsqu'en mars survient la défection d'une des élues du SPD, Dagmar Metzger, originaire de Berlin, déclarant avoir vécu dans sa propre famille la répression de la Stasi, et qui refuse toute alliance avec die Linke. L'élection du nouveau gouvernement régional est repoussé ; en août, un congrès régional du SPD approuve le choix d'un gouvernement rouge-vert « toléré par die Linke » par 335 voix contre 15. Mais en octobre, en entraînant 3 autres députés SPD dans son sillage, Dagmar Metzger empêche toute formation d'un gouvernement. De nouvelles élections ont lieu en janvier 2009 : les votants sont 200.000 de moins, et les électeurs du SPD sont 400.000 de moins. Les Verts gagnent 150.000 voix – provenant essentiellement du SPD ; tout comme les libéraux, issus de la radicalisation d'une partie de la bourgeoisie. Die Linke reste stable, en perdant un millier de voix.

La CDU et les libéraux disposent d'une nouvelle majorité absolue au gouvernement régional. L'échec est total pour le SPD, pour Andrea Ypsilanti, qui a abandonné la direction régionale du SPD, pour Kurt Beck, le dirigeant fédéral du SPD, qui l'avait soutenu et qui est débarqué à l'automne 2008. Il est remplacé par Steinmeier, bras droit de Schröder et ministre fédéral de la grande coalition. Steinmeier, qui ne s'était jamais présenté à une élection, est désigné pour être tête de liste du SPD aux élections fédérales de 2009, et réalisera le pire résultat électoral du SPD depuis la guerre.

Au centre de cet échec, plusieurs questions sans réponse, et en premier lieu : quel programme alternatif à celui de la bourgeoisie, et avec quel gouvernement ? Avec ou sans Die Linke ?

A l'origine de Die Linke : une alliance contre-nature

Die Linke est née en 2005 de la fusion de deux organisations : d'une part le PDS, parti regroupant des membres de l'ancien appareil stalinien d'Allemagne de l'Est, et la WASG, issue du mouvement ouvrier de l'Ouest (anciens membres du SPD, des syndicats), qui a combattu la mise en œuvre de l'Agenda 2010 par le gouvernement Schröder.

Il faut rappeler qu'en 1989, alors que les masses manifestent à Leipzig sous le slogan « Wir sind das Volk » [Nous sommes le peuple], puis « Wir sind EIN Volk » [Nous sommes UN peuple], réclamant la réunification, le SPD se prononce pour le maintien de deux États, craignant le potentiel révolutionnaire du prolétariat réunifié, et inquiet, à l'instar de la bourgeoisie, du coût de la réunification pour le capitalisme allemand. Cette position du SPD – sous la direction d'Oskar Lafontaine - a valu une débâcle électorale aux élections de 1990, en particulier à l'Est, et a permis d'ouvrir une fenêtre politique au PDS, qui bien qu'étant issu de l'ancien appareil d'État stalinien, a pu se reconvertir en pseudo parti ouvrier.

Et c'est aussi le SPD qui est à l'origine de la WASG, lorsque la direction du SPD décide d'exclure des militants qui s'était regroupé au sein du SPD pour contester l'Agenda 2010. Quelques années plus tôt, le ministre des Finances – Oskar Lafontaine – avait lui démissionné sans combattre le gouvernement Schröder, lui laissant toute latitude pour avancer dans ses réformes.

En 2005, c'est toujours sous le patronage d'Oskar Lafontaine que fusionnent ces organisations pour donner naissance à Die Linke. Cette fusion, qui s'est produit dans le cadre de l'élection fédérale anticipée en 2005, était en partie arithmétique : il s'agissait de franchir le seuil des 5% pour obtenir des élus (la loi électorale allemande interdisant les coalitions).

Le sens politique de Die Linke est pourtant bien réel. Pour Lafontaine, il s'agit de légitimer le PDS à l'ouest – il était quasiment inexistant tant en militant qu'au niveau électoral – grâce à l'apport de militants de l'ouest, lui-même n'adhérant que pour emporter la fusion, très contestée au sein de la WASG (de nombreux militants contestant le caractère de gauche, sinon « ouvrier » du PDS).

La création de Die Linke ne correspond donc pas à l'émergence d'un parti à « gauche » du SPD, mais à la mise sous tutelle des oppositions ouvrières à Schröder et des aspirations des masses dans une organisation – le PDS – qui n'a jamais été ouvrière mais qui es tissue de l'ancien SED stalinien ayant dirigé l'État bureaucratique de la RDA.

Lafontaine désavoué

En septembre 2009, les élections régionales sont favorables à Die Linke. En Sarre, région que Lafontaine avait précédemment dirigé, et où il se présentait comme tête de liste, die Linke obtient 21% des suffrages et 120.000 voix, alors que la participation bondit de 100.000 voix. En Thuringe et en Brandebourg, Die Linke a aussi consolidé ses positions. Mais c'est la confusion la plus totale qui règne. Si en Brandebourg, le SPD abandonne un gouvernement régional de grande coalition au profit de Die Linke (rouge/rouge), en Thuringe, le SPD fait le mouvement inverse et préfère une grande coalition avec la CDU, qui vient de perdre plus de 100.000 voix, plutôt qu'avec die Linke. Enfin, la formation du gouvernement régional de la Sarre constitue un véritable camouflet pour Lafontaine, avec la formation d'une coalition inédite CDU/FDP/Verts, excluant le SPD et die Linke.

La ligne de Lafontaine - pas de coalition nationale – type Front Unique - avec le SPD pour éviter de dégager une perspective politique, mais possible au niveau régional pour se partager la soupe – est ainsi clairement désavouée comme ce qu'elle est : une politique de division, opportuniste, qui ne peut dégager aucune perspective pour le prolétariat.

Quel bénéfice d'une collaboration de classe avec la bourgeoisie ?

Après 4 années de gouvernement au sein de la grande coalition, le résultat des élections est clair : le bénéficiaire de la collaboration de classe a bénéficié exclusivement à la bourgeoisie, qui durant 4 ans a pu imposer sa politique, faire refluer les masses, et ébranler sérieusement le principal parti ouvrier, le SPD, qui perdu un adhérent sur trois en une décennie, même si leur nombre reste important (500.000). Le SPD paye son rôle de secours à la bourgeoisie allemande, divisée, à Merkel et la CDU/CSU, mal élue en 2005, et encore plus mal en 2009 (la CDU/CSU ayant perdue 2 millions de voix au profit des libéraux du FDP). C'est une leçon pour les partis sociaux-démocrates européens qui ne cessent de voler au secours de leur propre bourgeoisie.

Commémoration de la chute du mur de Berlin : la bourgeoisie européenne martèle que le système capitaliste est le seul avenir indépassable

Les commémorations organisées en grande pompe en Europe pour les 20 ans de la chute du mur de Berlin ont un objectif politique : marteler comme le titrait le Figaro : « *chute du mur de Berlin : la mort du communisme* ». Il s'agit de bien faire comprendre aux classes ouvrières européennes que le communisme est mort et enterrer et qu'il ne faut surtout pas chercher à renouer une autre issue au capitalisme.

Il faut rappeler que ces commémorations ont fait volontairement l'impasse sur le fait qu'au départ la bourgeoisie tant allemande que française, était contre la réunification de l'Allemagne car elle craignait la réunification du prolétariat allemand, devenant ainsi le prolétariat le plus puissant d'Europe. Ce sont les masses qui ont imposé la même valeur entre le mark de l'Ouest et le mark de l'Est.

Si la bourgeoisie ouest allemande a pu faire main basse sur les entreprises nationales de l'Est, cette réunification a tout de même coûté très cher à l'État allemand qui a dû injecter des sommes colossales à l'Est (dans la rénovation urbaine, les transports, les télécommunications). Les travailleurs est-allemands ont revendiqué les mêmes conditions de travail qu'à l'Ouest (éducation, santé) mais il subsiste cependant un écart des rémunérations et le taux de chômage y est presque deux fois plus élevé.

Petite note discordante dans ces célébrations : 1 habitant de l'ex-RDA sur 5 aurait l'Ostalgie. Une habitante expliquait ainsi : « *Tout était plus simple à l'époque pour les femmes avec des enfants. Il y avait des crèches, des activités abordables. Et puis tout le monde avait un travail, une assurance sociale. Il n'y avait pas cette criminalité galopante, ces meurtres terribles. Bien entendu, il y a aussi des gens qui souffraient en RDA, des victimes de la Stasi. Nous manquions de certaines libertés. Tout n'était pas bon, mais tout n'était pas à jeter non plus.* »

En effet, la RDA comme les autres pays où le capital avait été exproprié et où la propriété des moyens de production appartenait à l'État concentrait un certain nombre d'acquis sociaux. Mais l'État ouvrier avait dégénéré et avait été accaparé par une bureaucratie aux ordres du Kremlin ; les ouvriers n'étaient pas mettre de cet État socialiste. Ce qui était à l'ordre du jour en 1989 et ce depuis l'après-guerre mondiale c'était une révolution politique pour chasser la bureaucratie du pouvoir mais pas une remise en cause de la propriété étatique.